



LE MAIRE DE STE-SEVERE

A

**Collectif STOP TAFTA 16  
MPP  
50 rue Hergé  
16000 ANGOULEME**

## **BORDEREAU D'ENVOI**

✓ 1 DELIBERATION DE SOUTIEN

BONNE RECEPTION  
STE-SEVERE, LE 16 OCTOBRE 2014

**LE MAIRE,  
L. GIRARD**



**DELIBERATION  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE  
SAINTE-SEVERE**

**LUNDI 13 OCTOBRE 2014**

Nombre de membres afférents au Conseil Municipal : 15  
Nombre de membres en exercice : 14  
Nombre de membres présents : 11  
Nombre de membres votants : 11  
Date de convocation : 7 octobre 2014

L'An deux-mil-quatorze, le treize octobre, les membres du Conseil Municipal de la commune de STE SEVERE, se sont réunis à la mairie en séance publique, sur la convocation qui leur a été adressée par le maire conformément aux articles L.2121-10, L.2121-11 du code général des collectivités territoriales.

**Présents :** Mesdames GIRARD L. VERAL D. FOUCHEREAU J. CAILLE S. Messieurs MOULIN B. VILLETTE E, THORAUX C. LANDREAU C. BACKHOUSE A. AUBOIN JM. DELAGE JF, formant la majorité des membres en exercice, le conseil étant composé de 14 membres.

**Secrétaire de séance :** Tony BACKHOUSE

Le Conseil municipal s'est réuni en l'hôtel de ville le treize octobre deux mil quatorze à vingt heures trente

**OBJET :**      **OPPOSITION AUX TRAITES CETA ET TAFTA**

**PREAMBULE**

La commission Européenne négocie actuellement deux accords de libre-échange : l'Accord Économique et Commercial Global (AECG) (Comprehensive Economic and Trade Agreement – CETA en Anglais) avec le Canada et le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (PTCI) (Trans Atlantic Free Trade Agreement – TAFTA en Anglais) avec les Etats-Unis. Ils visent à instaurer un vaste marché dérégulé : le Grand Marché Transatlantique (GMT).

Négociés dans le plus grand secret, ils pourraient être ratifiés, le premier à la fin de l'année 2014, le 2<sup>ème</sup> en 2015, sans la moindre consultation des citoyens et des parlements nationaux. C'est un déni de démocratie évident.

A cela s'ajoute la négociation secrète d'un accord international sur les services, Trade In Services Agreement (TISA) en anglais, qui obligerait les Etats à accorder les mêmes subventions au privé qu'au public.

Ces accords s'appliqueront à tous les niveaux de l'Etat, y compris au niveau des communes. Un des buts est d'obliger les Etats et les collectivités locales à accorder au privé et aux entreprises transnationales tout avantage accordé au public et au local : ce qui rendra impossible financièrement le maintien des services publics (ce que l'accord TISA vient renforcer) et le soutien à l'économie locale.

Ces traités visent surtout à réduire les « barrières non tarifaires » : ils prévoient en effet que les législations et normes sociales, environnementales, sanitaires, phytosanitaires, techniques, ...soient « harmonisées » pour faciliter le libre-échange.

Or les USA sont aujourd'hui en dehors des principaux cadres du droit international en matière écologique, sociale et culturelle et le droit du travail. Ils refusent d'appliquer les conventions de l'Organisation Internationale du Travail, le protocole de Kyoto contre le réchauffement climatique, la convention pour la biodiversité, et les conventions de l'UNESCO sur la diversité culturelle. Leurs normes et règlements sont beaucoup moins

protecteurs pour les populations qu'en Europe. Ce marché libéralisé avec le Canada et les Etats Unis tirerait donc toute l'EU vers le bas.

De plus, ces traités permettraient aux grosses entreprises, via le « mécanisme du règlement des différends » d'attaquer devant une juridiction privée les Etats ou les collectivités locales qui ne se plieraient pas à ces exigences de dérégulation et limiteraient ainsi « leurs bénéfices escomptés » !

Elles pourraient réclamer de lourds dommages et intérêts à l'Etat ou aux communes, faisant exploser la dette publique.

Ces traités permettraient aux grosses entreprises et au monde de la finance de contourner les lois et les décisions qui les gêneraient. Une telle architecture juridique limiterait les capacités légales déjà faibles des Etats à :

- Maintenir des services publics (éducation, santé,..)
- Protéger les droits sociaux, à garantir la protection sociale
- Maintenir les activités associatives, sociales et culturelles préservées du marché
- Garantir la pérennité des approvisionnements locaux et des critères sanitaires d'où par exemple l'obligation d'accepter les OGM, la viande aux hormones et le poulet lavé au chlore
- Contrôler l'activité des multinationales dans le secteur extractif (gaz de schiste)
- Investir dans les secteurs d'intérêt général comme la transition énergétique
- Préserver les libertés numériques

#### **POUR TOUTES CES RAISONS,**

La commune de **SAINTE SEVERE** réunie en Conseil Municipal le treize octobre 2014 et à l'unanimité

- manifeste son opposition à ces deux traités (CETA et TAFTA) dont l'objectif vise avant tout la dérégulation, la marchandisation du monde et l'amplification de la concurrence
- dénonce également la négociation de l'accord sur les services (TISA) qui vise à détruire la majorité des services publics
- demande un moratoire sur les négociations de ces traités et la diffusion immédiate des éléments de la négociation
- refuse toute tentative d'affaiblir le cadre réglementaire national ou européen en matière d'environnement, de santé, de protection des travailleurs et des consommateurs
- se déclare hors grand marché Transatlantique

Fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

**LE MAIRE,  
L. GIRARD**

*L. Girard*

